



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le 26 décembre 2023

3 rue Paul Guiton
74000 - ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 décembre 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRECIALP INDUSTRY

190 allée des Chênes
74300 Thyez

Références : 20231214-RAP-InspectionPrecialpIndustryPochons_Georisques-VF
Code AIOT : 0006104734

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 décembre 2023 dans l'établissement PRECIALP INDUSTRY implanté Promenade de l'Arve - Zone industrielle des Pochons à 74300 Thyez. L'inspection a été annoncée par courriel en date du 17 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection effectuée le 14 décembre 2023 s'est inscrite dans le cadre de la cessation définitive d'activité du site, dont l'inspection des installations classées a eu connaissance.

Elle a porté sur les mesures prises par l'exploitant en vue de mettre en sécurité les lieux, au regard des dispositions prévues en la matière par le code de l'environnement en son article R. 512-75-1.

Elle a porté également sur le respect par l'exploitant des dispositions inscrites aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement auxquelles il est soumis, se rapportant respectivement à la notification de cessation définitive d'activité du site, à son usage futur et à sa réhabilitation, ce dernier relevant du régime de l'autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Il est précisé que le terme « exploitant » employé dans le présent rapport vise la société PRECIALP INDUSTRY, dont le siège social est situé 190 rue des Chênes à 74300 Thyez.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRECIALP INDUSTRY
- Promenade de l'Arve Zone industrielle des Pochons 74300 Thyez
- Code AIOT : 0006104734
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement situé 294 promenade de l'Arve - ZI des Pochons à Thyez était spécialisé dans la fabrication en grandes séries de composants mécaniques de haute précision pour l'industrie automobile.

Sur le plan de la situation administrative, il avait fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 13 janvier 2005, au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment pour le travail mécanique, le dégraissage et le traitement de surface des métaux, et ce au bénéfice de la société FRANK ET PIGNARD.

Cette dernière est devenue ensuite la société FRANK ET PIGNARD TECHNOLOGY suite à un changement de dirigeant, puis la société PRECIALP INDUSTRY dont le changement d'exploitant a été télédéclaré le 7 février 2021 et a donné lieu à la preuve de dépôt n° A-1-C3WSUCEK8.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en sécurité du site suite à sa cessation définitive d'activité
- Respect par l'exploitant des autres dispositions réglementaires en matière de cessation définitive d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Cessation définitive d'activité - Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Cessation définitive d'activité - Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Cessation définitive d'activité - Usage futur du site retenu	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-39-2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Cessation définitive d'activité - Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-3	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation définitive d'activité - Rappel de certaines dispositions et définitions	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1	Sans objet
2	Cessation définitive d'activité - Notification de cessation définitive d'activité	Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-1	Sans objet
7	Cessation définitive d'activité - Attestation de conformité des travaux de réhabilitation	Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- La société PRECIALP INDUSTRY a notifié la cessation définitive d'activité de son établissement sis 294 promenade de l'Arve - ZI des Pochons à Thyez, intervenue le 31 juillet 2022, par courrier en date du 12 décembre 2023 à titre de régularisation administrative.

Il est proposé à monsieur le préfet de lui délivrer un récépissé en réponse à sa notification de cessation définitive d'activité, conformément aux dispositions prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

- L'exploitant devra transmettre sous un délai d'un mois, au maire de Thyez et au nouveau propriétaire de l'établissement, les plans des lieux et les rapports de diagnostic environnemental dont il dispose ainsi que sa proposition sur l'usage futur du site bien que cet usage soit déjà en cours du fait de l'occupation des locaux par l'activité industrielle du nouveau propriétaire (recyclage de déchets d'équipements électriques et électroniques).

Le maire de Thyez et le nouveau propriétaire de l'établissement disposeront ensuite d'un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant pour se prononcer et notifier au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions. En l'absence d'observations dans ce délai, leurs avis seront réputés favorables.

- Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni une copie des différents justificatifs de prise en charge des déchets évacués lors de la fermeture du site, dont les bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) relatifs à des mélanges d'eaux ou boues et d'hydrocarbures.

L'examen de ces BSDD a révélé que ceux-ci étaient incomplets, compte tenu de l'absence d'information dans leurs cadres 10, 11 et 12 visant l'installation de destination.

Par conséquent, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois l'ensemble des BSDD remis lors de la visite, dans leur version définitive avec les cadres 10, 11 et 12 correctement renseignés.

De plus, il lui fera parvenir sous le même délai tout document utile permettant de justifier du démantèlement et du devenir du réseau de distribution d'huiles de coupe qui alimentait les machines de production.

- Comme le prévoit le code de l'environnement, l'exploitant devra adresser à l'inspection des installations classées l'attestation ATTES-SECUR que doit lui délivrer le bureau d'études certifié auquel il a fait appel, et qui est destinée à garantir la mise en oeuvre des mesures de mise en sécurité du site. Il lui fera parvenir ce document dès son obtention, et en tout état de cause sous un délai n'excédant pas deux mois.

- En matière de remise en état du site, l'exploitant devra adresser à monsieur le préfet, sous un délai de quatre mois, un mémoire de réhabilitation comprenant le diagnostic environnemental et le plan de gestion déjà réalisés et indiquant les travaux de dépollution en définitive prévus avec les modalités de mise en oeuvre et le calendrier prévisionnel associé.

Le mémoire de réhabilitation sera accompagné de l'attestation ATTES-MEMOIRE que doit délivrer le bureau d'études certifié auquel l'exploitant a fait appel, et qui est destinée à garantir l'adéquation des mesures de réhabilitation proposées au regard de l'usage futur du site et de la nécessité d'assurer la protection de ses futurs occupants et de l'environnement.

- Après l'achèvement des travaux de réhabilitation, il incombera à l'exploitant d'adresser à monsieur le préfet ainsi qu'au maire de la commune de Thyez et au nouveau propriétaire du site, dès son obtention, l'attestation ATTES-TRAVAUX destinée à garantir la conformité des travaux réalisés aux objectifs définis dans le mémoire de réhabilitation. Cette attestation pourra être fournie par le bureau d'études certifié ayant réalisé le mémoire de réhabilitation, mais ne pourra pas être établie par l'entreprise ayant réalisé tout ou partie des travaux.

Entre-temps, l'exploitant veillera à tenir informée l'inspection des installations classées de l'avancement des dispositions engagées en vue de la remise en état du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation définitive d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1
Thème(s) : Autre - Rappel de certaines dispositions et définitions
Prescription contrôlée : <p>I. La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">1° La mise à l'arrêt définitif ;2° La mise en sécurité ;3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;4° La réhabilitation ou remise en état. <p>[...]</p> <p>II. Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.</p> <p>Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.</p> <p>III. La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.</p> <p>IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;2° Des interdictions ou limitations d'accès ;3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p> <p>V. En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.</p>

<p>VI. La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état « permettant le ou les usages futurs du site déterminés », dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présente fiche ne constitue pas une fiche de constat mais un rappel de certaines dispositions et définitions fixées par le code de l'environnement en lien avec la thématique de l'inspection retenue, portant sur la cessation définitive d'activité d'une ICPE soumise à autorisation et sur la mise en sécurité du site qui l'a accueillie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Cessation définitive d'activité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-1</p>
<p>Thème(s) : Autre - Notification de cessation définitive d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait savoir au cours de la visite d'inspection que la cessation définitive d'activité de son établissement sis 294 promenade de l'Arve - ZI des Pochons à Thyez est intervenue le 31 juillet 2022, mais qu'il a omis d'en informer à l'époque monsieur le préfet de la Haute-Savoie.</p> <p>Il a régularisé la situation en adressant à monsieur le préfet le 12 décembre 2023, en recommandé avec accusé de réception, un courrier de notification de cessation définitive d'activité accompagné du formulaire CERFA n° 15275*04.</p> <p>Bien que ce formulaire CERFA ne soit utilisable en principe que pour les installations classées soumises à déclaration, il peut être accepté dans la mesure où il a servi uniquement de support d'écriture en complément du courrier de notification.</p> <p>Dès lors, il est proposé à monsieur le préfet de délivrer un récépissé à la société PRECIALP INDUSTRY en réponse à sa notification de cessation définitive d'activité, conformément aux dispositions prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-1
Thème(s) : Autre - Mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : [...] II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. [...]
Constats : Il ressort du formulaire CERFA n° 15275*04, joint au courrier de notification de cessation définitive d'activité de l'établissement, les éléments qui suivent en lien avec la mise en sécurité du site. Ces éléments sont complétés par ceux recueillis au cours de la visite d'inspection. - Le site a changé de propriétaire suite à sa cessation définitive d'activité, et est désormais occupé en partie par ce dernier. Il s'agit de la société RESALE COMPONENTS, spécialisée dans le recyclage de déchets d'équipements électriques et électroniques. Son activité a fait l'objet d'une télédéclaration le 26 juillet 2022 au titre des rubriques n° 2711-2 et 2718-2 de la nomenclature des installations classées, qui a donné lieu à la preuve de dépôt n° A-2-FNNDVFOECV. Il est précisé que son président a participé à la visite d'inspection. - Concernant l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets qui étaient présents sur le site, le formulaire CERFA mentionne que tous les produits répertoriés sur les lieux ont été transférés vers l'établissement « Ternier - Le Lac » de la société PRECIALP INDUSTRY, situé 190 rue des Chênes à Thyez, tandis que les déchets ont été évacués conformément à la réglementation en vigueur. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni une copie des différents justificatifs de prise en charge des déchets évacués lors de la fermeture du site, à savoir des bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) relatifs à des mélanges d'eaux ou boues et d'hydrocarbures, des bons d'enlèvement de déchets non dangereux constitués principalement de déchets industriels banals, de ferrailles, de massifs métalliques et de bois, et des certificats de destruction se rapportant à diverses machines de production. D'après ces différents justificatifs, l'exploitant a fait appel : . à la société SCAVI basée à 73160 Cognin pour l'enlèvement des déchets dangereux précités, laquelle a procédé également au nettoyage de cuves aériennes de stockage d'huiles, de bacs et d'autres équipements, ainsi que du séparateur d'hydrocarbures dont l'établissement est équipé, d'après les documents fournis, . à la société EXCOFFIER basée à Bonneville, Groisy et Marignier pour la prise en charge de la plupart des déchets non dangereux incluant les machines de production envoyées en destruction, . à la société MOJON basée à Thyez pour l'évacuation de certains déchets métalliques. L'examen des bons d'enlèvement des déchets non dangereux et des certificats de destruction n'a pas soulevé d'observation particulière de la part de l'inspection des installations classées, la société EXCOFFIER basée à Bonneville, Groisy et Marignier et la société MOJON basée à Thyez étant habilitées à procéder aux opérations effectuées au titre de la législation relative aux installations classées.

En revanche, l'examen des BSDD présentés a révélé que ceux-ci étaient incomplets, compte tenu de l'absence d'information dans leurs cadres 10, 11 et 12 visant l'installation de destination, la société SCAVI n'ayant assuré que le transport des déchets dangereux évacués.

Par conséquent, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois l'ensemble des BSDD remis lors de la visite, dans leur version définitive avec les cadres 10, 11 et 12 correctement renseignés. ==> 1

De plus, il lui fera parvenir sous le même délai tout document utile permettant de justifier du démantèlement et du devenir du réseau de distribution d'huiles de coupe qui alimentait les machines de production. ==> 2

Il est précisé qu'au cours de la visite d'inspection, il n'a pas été relevé de produits dangereux ou de déchets attribuables à la société PRECIALP INDUSTRY, dans les endroits visités et selon les informations recueillies. Celle-ci entrepasse encore quelques machines en attente de revente, dans une partie des locaux qu'elle loue au nouveau propriétaire des lieux.

- En matière d'interdiction ou de limitation d'accès au site, aucune action n'a été menée par l'exploitant d'après le formulaire CERFA joint au courrier de notification de cessation définitive d'activité, du fait que le site a été repris et occupé par le nouveau propriétaire des lieux.

Les éléments s'y rapportant n'ont donc pas été examinés au cours de la visite d'inspection. Le nouveau propriétaire des lieux a indiqué néanmoins que l'établissement est placé sous alarme anti-intrusion associée à une télésurveillance.

- En matière de suppression des risques d'incendie et d'explosion, aucune information n'a été portée dans le formulaire CERFA.

L'exploitant a pu fournir toutefois au cours de la visite d'inspection un courriel daté du 12 décembre 2023, adressé par son fournisseur d'électricité (EDF) et faisant état de la résiliation de son contrat d'abonnement au 31 mars 2022.

Il est à noter par ailleurs que le site était précédemment alimenté en gaz de ville pour le chauffage du bâtiment, et continue de l'être pour les besoins du nouvel occupant des lieux.

De plus, l'exploitant a indiqué que les produits liquides combustibles ou inflammables qui étaient utilisés, constitués principalement d'huiles de coupe et de solvants de dégraissage, étaient stockés en sous-sol dans une cave. Cette cave a pu être contrôlée au cours de la visite d'inspection et ne comportait plus que des cuves aériennes vides.

La présence d'extincteurs et de robinets d'incendie armés a été aussi observée dans les locaux, dont dispose désormais le nouvel occupant des lieux.

- Enfin, s'agissant de la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, l'exploitant a fait appel à un bureau d'études spécialisé (société ENVISOL basée à 38110 - La Tour du Pin) pour la réalisation d'un diagnostic environnemental mené entre les années 2018 et 2021 dans l'optique de la fermeture et de la revente de l'établissement.

Il a présenté au cours de la visite d'inspection le dernier rapport de ce bureau d'études établi le 25 juin 2021, synthétisant l'ensemble des investigations effectuées dans les différents milieux au

droit du site (sols, gaz du sol et eaux souterraines) et incluant un plan de gestion ainsi qu'une analyse des risques sanitaires résiduels.

Le contrôle de la qualité des eaux souterraines a conduit à implanter quatre piézomètres sur le site, dont certains ont pu être observés au cours de la visite d'inspection.

Pour prendre connaissance des conclusions de ce rapport, brièvement examinées, il conviendra de se reporter à la fiche de constat n°6 ci-après.

Type de suites proposées : ==> 1 et 2 : Avec suites
Proposition de suites : ==> 1 et 2 : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : ==> 1 et 2 : 1 mois

N° 4 : Cessation définitive d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-1
Thème(s) : Autre - Attestation de mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a fait savoir que pour obtenir l'attestation ATTES-SECUR, destinée à garantir la mise en œuvre des mesures de mise en sécurité du site, il a fait à nouveau appel au bureau d'études spécialisé ayant réalisé un diagnostic environnemental (société ENVISOL basée à 38110 - La Tour du Pin). Après vérification, ce bureau d'études est certifié dans le domaine des sites et sols pollués et habilité à établir l'attestation ATTES-SECUR en vertu de la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 9 février 2022, fixant les modalités de certification prévues aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement, le référentiel, les modalités d'audit, les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et les conditions d'équivalence prévus aux articles R. 512-39-1, R. 512-39-3, R. 512-46-25, R. 512-46-27, R. 512-66-1 et R. 515-106 du code de l'environnement, ainsi que les modèles d'attestation prévus aux articles R. 556-3 et R. 512-75-2 du code de l'environnement). A titre de justificatif, l'exploitant a présenté au cours de la visite d'inspection un document qu'il a renseigné à la demande du bureau d'études précité, abordant notamment les modalités de mise en sécurité du site. Il a indiqué aussi avoir transmis dernièrement à ce bureau d'études divers autres documents, dont les justificatifs d'élimination des déchets et le dossier technique amiante (DTA). Cela étant, comme le prévoit le code de l'environnement, l'exploitant devra adresser à l'inspection des installations classées l'attestation ATTES-SECUR dès son obtention, et en tout état de cause sous un délai n'excédant pas deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-39-2
Thème(s) : Autre - Usage futur du site retenu
Prescription contrôlée : <p>I. Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.</p> <p>II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant.</p> <p>En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable. En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.</p> <p>III. A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.</p> <p>IV. Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.</p> <p>V. Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés.</p> <p>Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.</p>

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, « l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que » celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Constats :

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 13 janvier 2005, qui réglementait l'établissement au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, n'a pas fixé d'usage futur du site en cas de cessation définitive d'activité.

Aussi, l'exploitant devra transmettre sous un délai d'un mois, au maire de Thyez et au nouveau propriétaire de l'établissement, les plans des lieux et les rapports de diagnostic environnemental dont il dispose ainsi que sa proposition sur l'usage futur du site bien que cet usage soit déjà en cours du fait de l'occupation des locaux par l'activité industrielle du nouveau propriétaire (recyclage de déchets d'équipements électriques et électroniques). ==> 1

Il est précisé à cet égard que l'exploitant a déjà adressé un courrier au maire de Thyez, en date du 12 décembre 2023, mais ce courrier s'est avéré insuffisant dans la mesure où il a uniquement signifié la cessation définitive d'activité du site.

Il est à noter par ailleurs qu'un usage futur de type industriel est en accord avec la zone d'affectation de l'établissement, telle que définie au plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Thyez en date du 9 novembre 2020. En effet, le site est implanté en zone Uxa destinée à recevoir des constructions ou installations artisanales, industrielles, commerciales, de bureaux et d'activités tertiaires.

Le maire de Thyez et le nouveau propriétaire de l'établissement disposeront ensuite d'un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant pour se prononcer et notifier au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions. En l'absence d'observations dans ce délai, leurs avis seront réputés favorables.

Type de suites proposées : ==> 1 : Avec suites

Proposition de suites : ==> 1 : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : ==> 1 : 1 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-3
Thème(s) : Autre - Mémoire de réhabilitation
Prescription contrôlée : <p>I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment :</p> <p>1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ;</p> <p>2° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>3° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion des milieux ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.</p> <p>[...]</p> <p>Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées.</p> <p>Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.</p> <p>Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.</p> <p>[...]</p> <p>Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>[...]</p> <p>L'entreprise fournissant, le cas échéant, l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation. [...]</p>
Constats : <p>Comme indiqué plus haut, l'exploitant a fait appel à un bureau d'études spécialisé (société ENVISOL basée à 38110 - La Tour du Pin) pour la réalisation d'un diagnostic environnemental mené entre les années 2018 et 2021 dans l'optique de la fermeture et de la revente de l'établissement.</p>

Il a présenté au cours de la visite d'inspection le dernier rapport de ce bureau d'études établi le 25 juin 2021, synthétisant l'ensemble des investigations effectuées dans les différents milieux au droit du site (sols, gaz du sol et eaux souterraines) et incluant un plan de gestion ainsi qu'une analyse des risques sanitaires résiduels.

D'après les conclusions brièvement examinées de ce rapport, des teneurs significatives en hydrocarbures totaux C10-C40 ont été mises en évidence dans les sols, plus particulièrement au niveau de l'aire d'entreposage des bennes à copeaux, de même que des teneurs significatives en composés organohalogénés volatils et principalement en trichloréthylène dans les sols et gaz du sol au niveau des locaux de production. En revanche, aucun impact significatif n'a été relevé dans les eaux souterraines.

Le bureau d'études intervenu a donc réalisé un plan de gestion, en vue de déterminer les solutions techniques les plus appropriées pour dépolluer le site sur la base d'un bilan « coûts - avantages » et de fixer des objectifs de dépollution qui ont été validés sur le plan sanitaire au travers d'une analyse des risques résiduels.

Les solutions de traitement qu'il a préconisées sont d'une part, la technique du venting pour le traitement des composés organohalogénés volatils observés dans les sols et gaz du sol, et d'autre part le traitement biologique en biocentre hors site ou par biotertre (biopile) sur site pour le traitement des hydrocarbures totaux C10-C40 observés dans les sols, après excavation de ces derniers.

Cela étant, et comme l'impose le code de l'environnement, l'exploitant devra adresser à monsieur le préfet, sous un délai de quatre mois, un mémoire de réhabilitation comprenant le diagnostic environnemental et le plan de gestion réalisés et indiquant les travaux de dépollution en définitive prévus avec les modalités de mise en œuvre et le calendrier prévisionnel associé.

Le mémoire de réhabilitation sera accompagné de l'attestation ATTES-MEMOIRE que doit délivrer le bureau d'études certifié auquel l'exploitant a fait appel, et qui est destinée à garantir l'adéquation des mesures de réhabilitation proposées au regard de l'usage futur du site et de la nécessité d'assurer la protection de ses futurs occupants et de l'environnement. ==> 1

Type de suites proposées : ==> 1 : Avec suites
Proposition de suites : ==> 1 : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : ==> 1 : 4 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/08/2021, article R. 512-39-3
Thème(s) : Autre - Attestation de conformité des travaux de réhabilitation
Prescription contrôlée : [...] III. Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. [...] La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 3° du I, actualisées si nécessaire. L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 3° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement. L'entreprise fournissant l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut pas être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux. [...]
Constats : Voir les observations ci-dessous.
Observations : Après l'achèvement des travaux de réhabilitation, il incombera à l'exploitant d'adresser à monsieur le préfet ainsi qu'au maire de la commune de Thyez et au nouveau propriétaire du site, dès son obtention, l'attestation ATTES-TRAVAUX destinée à garantir la conformité des travaux réalisés aux objectifs définis dans le mémoire de réhabilitation. Cette attestation pourra être fournie par le bureau d'études certifié ayant réalisé le mémoire de réhabilitation, mais ne pourra pas être établie par l'entreprise ayant réalisé tout ou partie des travaux. Entre-temps, l'exploitant veillera à tenir informée l'inspection des installations classées de l'avancement des dispositions engagées en vue de la remise en état du site.
Type de suites proposées : Sans suite